

INSECURITE ET CRIMINALITE ETRANGERE A MAROUA
(CAMEROUN)

Paul AHIDJO
DOCTORANT
Université de Ngaoundéré (Cameroun)
Département d'Histoire

Résumé

La migration, phénomène ancien, est aujourd'hui au cœur de l'actualité dans le monde entier. Elle intéresse les décideurs gouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les hommes de science. Au cours de ce siècle, elle a pris des proportions inquiétantes. Phénomène complexe, la migration implique des avantages et des inconvénients pour la zone d'accueil. Confrontée à une immigration souvent ressentie comme incontrôlée, les zones d'accueil sont en proie à plusieurs maux parmi lesquels les problèmes de sécurité. Ainsi, l'immigration est perçue comme un facteur criminogène. La criminalité étrangère est toutes formes de violences qui portent atteinte à l'intégrité humaine perpétrées par les étrangers dans un espace donné. Les crises écologiques et les conflits expliquent les départs d'important flux de populations, si même d'autres mobiles existent. A notre époque, les métropoles provinciales du Nord-Cameroun en général et la ville de Maroua en particulier, à cause de sa proximité frontalière, accueille bon nombre de migrants de nationalité diverses : Tchadiens, Nigériens, Centrafricains, etc. Cette venue des étrangers, surtout, ceux ayant fuit les guerres civiles, n'est pas sans conséquence sur la stabilité sécuritaire de la ville. La population a doublé et l'insécurité devient monnaie courante. Le présent thème met en corrélation le flux des étrangers dans la ville de Maroua et l'insécurité devenue ambiante. Le problème fondamental consiste à montrer en quoi la migration des étrangers dans une ville comme celle de Maroua pose le problème de l'insécurité humaine.

Mots clés : criminalité, étranger, migration, problèmes de sécurité, Maroua.

Introduction

Maroua, capitale provinciale de l'Extrême-Nord, est l'une des villes les plus importantes de la partie septentrionale du Cameroun. Commerce florissant dû à la position frontalière de la ville entre le Nigeria d'une part et le Tchad d'autre part, agriculture, élevage et développement industriel font de Maroua la ville la plus active et attractive du Nord-Cameroun.

Depuis quelques décennies, la ville a connu un important boom démographique. Cette expansion démographique s'explique par les crises écologiques récurrentes et le phénomène de guerre civile devenue endémique dans certains états voisins avec leur corollaire de migration. Les migrations liées aux guerres civiles, souvent incontrôlées par l'Etat camerounais, sont à l'origine de la dissémination des armes à feu dans la province de l'Extrême-Nord. La capitale de l'Extrême-Nord qui est au centre de cette réflexion abrite des Tchadiens, Centrafricains, Nigériens. Nombre des migrants étrangers sont considérés comme des délinquants sans foi, hors loi. Les populations vivent tous les jours un sentiment général d'insécurité : criminalité violente, criminalité à col blanc et trafic des stupéfiants.

Cette réflexion se propose de comprendre le problème de l'insécurité et montrer en quoi la migration étrangère est perçue comme un facteur de recrudescence de l'insécurité ambiante et de la criminalité dans la ville de Maroua. La rédaction de ce corpus est l'œuvre d'une enquête de terrain réalisée à Maroua du 22 décembre au 03 janvier 2007 auprès de certains responsables de la sécurité, de la population d'une part et d'autre part de l'exploitation des archives de la prison centrale et de certains documents écrits. En outre, nous ressortons tour à tour les facteurs, acteurs et état de l'insécurité à Maroua, l'immigration étrangère, son impact sur l'insécurité urbaine et le processus de maintien de l'ordre et de la répression de la criminalité.

Facteurs, acteurs et état de l'insécurité urbaine à Maroua.

Le problème de l'insécurité d'une manière générale n'est pas récent à Maroua. Pratique séculaire, le phénomène a pris des proportions inquiétantes dans le chef lieu de la Province de l'Extrême-Nord du Cameroun. La période de 1990 à nos jours s'est caractérisée par une recrudescence et un sentiment général d'insécurité. Braquages, assassinats, petites et grandes délinquances, vols à main armée font exploser les statistiques de la criminalité ordinaire et défraie la chronique. Facteurs et acteurs se conjuguent pour expliquer ce mal redouté de tous.

Les facteurs, c'est-à-dire les causes de la délinquance et de la violence, par delà de l'insécurité, sont légions. De prime abord, l'insécurité urbaine à Maroua a des causes économiques et sociales. La pauvreté apparaît comme le lot quotidien de la majorité des populations de l'Afrique subsaharienne en générale et celle de Maroua en particulier auxquelles il faut ajouter les contraintes environnementales. La petite et grande délinquance est due essentiellement au contexte économique perturbé.

Depuis la crise économique et les effets de l'ajustement structurel des années 1980, on assiste à un relâchement de l'encadrement familial, l'affaiblissement de l'autorité parentale incapable de subvenir aux besoins alimentaires, santé et de scolarisation.¹ D'où de nombreux enfants vagabondent dans les centres commerciaux de Maroua, errant en longueur des journées et sont responsables des vols notamment les sacs à main des femmes et des portables, ces enfants entrent à l'école du crime, où ils sont entraînés par des criminels endurcis. Il convient de le signaler qu'ils viennent de toute la région du bassin tchadien et des zones rurales de la province de l'Extrême- Nord. Ce sont des grands consommateurs de drogues : chanvre indien, cannabis et aspirateurs de dissolution et différents autres comprimés droguants en vente dans les pharmacies de la rue. Le lieu de retrouvaille de ces délinquants à l'effet de se droguer est généralement les abords des différents cours d'eau de la ville.²

Sur le volet social, l'autre indicateur de l'insécurité urbaine à Maroua est la croissance démographique de la ville. Maroua est passée de 18.000 habitants en 1950 à 70.000 habitants en 1979³, à plus d'un million d'habitants en 2000, cette expansion démographique n'est pas sans conséquence sur le climat social dans une ville cosmopolite où cohabitent plusieurs nationalités, avec une démographie mal maîtrisée par les pouvoirs publics, où les gens évoluent dans l'anonymat, vivent dans la promiscuité. Au nombre des facteurs sus évoqués, on peut ajouter le chômage résultant de la compression des personnels et parfois de la fermeture de certaines industries. En effet, beaucoup de jeunes sans emploi sont aujourd'hui des vecteurs de la violence et de l'insécurité urbaine.⁴ Dans la ville de Maroua, ces toxicomanes et alcooliques bien que se recrutent parmi les motos taximens, ceux-ci sont également victimes de ces braquages. Les statistiques à ce sujet sont éloquentes dans les commissariats de la ville.

¹ Nga Ndongo, V. 2000, « violence, délinquance et insécurité à Yaoundé » information générale, p 8

² Le Mayo Kaliao et Mayo Makabaye sont des cours d'eau qui traversent la ville de Maroua de part et d'autres. Ces cours d'eau inondent pendant la saison des pluies grâce aux eaux provenant des massifs montagneux des Mandara. Pendant la saison sèche, ces cours d'eau font place aux bancs de sable qui servent de lieu de retrouvaille.

³ Mohamadou, E. 1989, « Islam et urbanisation dans le soudan central au XIXe siècle : la cité de Maroua (Nord Cameroun), in The Proceedings of International Conference on Urbanism in Islam », ICUIT ,Tokyo ,Japan.

⁴ Nga Ndongo, V. 2000, p. 8

Une perspective globale d'appréhension du phénomène de l'insécurité dans la province de l'Extrême-Nord, laisse percevoir que celui-ci est entretenu par un certain nombre d'acteurs.

Il y a d'abord des acteurs criminels transnationaux qui opèrent sous la forme des réseaux de grand banditisme et qui sévit dans les provinces septentrionales du Cameroun communément connu sous le terme de « coupeurs de route »¹. Ensuite nous avons des acteurs nationaux, mieux, régionaux, c'est-à-dire des natifs de la province. Bien plus, certaines élites entretiennent des relations particulières avec des groupes des gangs. D'autres groupes sociaux sont également liés à l'insécurité (petite délinquance). Il s'agit des jeunes en difficulté qui recourent à la violence ou délinquance comme solution à leur situation (jeunes désœuvrés, sans emplois, enfants de la rue).

Du fait du caractère ancien de l'insécurité à Maroua, une brève rétrospective de ce phénomène permet de comprendre que celui-ci sévit depuis des décennies. L'exemple de Haman Yero, voleur des troupeaux dans la plaine du Diamaré, décapité en 1961, les actes de Boukar Batinda dans les années 1970² sont illustratifs de ce point de vue. L'archéologie du phénomène à Maroua montre que celui-ci intègre la criminalité violente (atteinte à la fortune d'autrui, à l'intégrité corporelle et à la tranquillité), la criminalité à col blanc (escroquerie, abus de confiance, faux et usage de faux, faux monnayage) et le trafic de stupéfiants. Tous ces faits sont en pleine expansion. Ceci a fait dire à Yves Chouala³ parlant de l'insécurité qui touche les grandes agglomérations, que celle-ci s'avère préoccupante dans l'Extrême-Nord du pays, théâtre d'une situation conflictuelle.

Au lendemain du discours de la Baule en 1990 ouvrant la voie à la démocratisation de l'Afrique en général et du Cameroun en particulier. Dans ce contexte, on assiste à la création de plusieurs autres partis politiques outre que celui au pouvoir. Les partis d'opposition notamment le SDF, l'UNDP, l'UDC, animant l'opposition Camerounaise ont marqué leur détermination à obliger le gouvernement à la tenue d'une conférence

¹ Chouala, Y. A. 2001, « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise » in Polis/RCSP/CPSR vol. 8, numéro spécial, p.6

² Saïbou, I. 2006, « La répression du grand banditisme au Cameroun : entre pragmatisme et éthique » in la revue électronique internationale publiée par la FLASH (Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines) de l'Université de Bamako, p. 3.

³ Chouala, Y. A. 2001, p. 6.

nationale souveraine. Le refus de la conférence ou tout au moins l'hésitation du pouvoir et la détermination de l'opposition ont créé un climat d'insécurité généralisé sur l'ensemble du territoire national. Les grandes villes ont été le théâtre des manifestations populaires aux conséquences sociales importantes. Dans la ville de Maroua, l'insécurité s'est illustrée par des actes de pillage et de vandalisme privant les citoyens à vaquer à leurs occupations. Ces actes entretenus par des acteurs politiques locaux se caractérisent par les barricades, l'incinération des pneus et/ou des véhicules sur les voies publiques. Aussi, l'insécurité a été marquée par une série d'actes violents, spectaculaires que Saïbou Issa résume en ces mots « un couple qu'une balle soudaine sépare ; un brave homme devant assister au viol collectif de sa femme, une famille obligée d'assister à l'assassinat de celui qui en est le pilier »¹ etc. En effet, l'état des lieux de l'insécurité et de la criminalité à Maroua n'est qu'une suite de litanie des faits macabres.

Assassinats et viols en coaction dans les quartiers ; braquage avec tentative d'assassinat en 1998 d'un expatrié européen par un citoyen de la ville connu sous le nom de Habib ayant quitté le service de la douane où il exerçait en qualité d'adjudant de douane, depuis lors président d'un club de football notamment Olympic de Maroua, également connu dans le milieu politique local. La même année, il y eut vol du véhicule de marque Peugeot 504 du proviseur du Lycée Bilingue de Maroua. Les mêmes scénarios de vol de véhicule 4x4 sont perpétrés à la Délégation Provinciale de l'Agriculture en 1999, à l'ex-Condition Féminine en 2002 et à la Délégation des Travaux Publics en 2005, sans compter les véhicules des particuliers.

Ces cas de forfaits sont légions dans la ville. En fait, la liste ne saurait être exhaustive et montre que l'insécurité est ambiante à Maroua et ne relève point de l'anecdote ou d'un fait divers mais d'une réalité.

La petite délinquance est caractéristique des voleurs qui vagabondent dans les marchés, les lieux publics ou les endroits de forte fréquentation humaine. Ils commettent des larcins pour simple objectif d'obtenir quelques moyens de subsistances.² Petits ou grands criminels, tous sont à la recherche d'accumulation de biens ou à défaut de moyen de subsistance. Ainsi, la criminalité en tant que fait social redouté, est un itinéraire d'accumulation des biens pour les bandits.

¹ Saïbou, I. 2006, p. 2.

² Nga Ndongo, V. 2000, p.5

L'immigration étrangère et son impact sur la sécurité urbaine à Maroua

Les débats sur l'immigration dans le monde s'appréhendent de deux manières. Il s'agit soit du débat portant sur migration et développement économique, soit migration et criminalité. Le dernier qui nous intéresse fait l'objet en occident d'un traitement médiatique, les discours publics établissent des corrélations entre les diverses formes de criminalité et l'immigré. Le phénomène du terrorisme en pleine expansion et son impact sur la sécurité des hommes et biens, a érigé l'immigré au rang de véritable menace pour la sécurité intérieure des pays occidentaux. Dès lors, la figure de « l'immigré délinquant » s'est construite et s'est également imposée comme une évidence. L'occident a ses problèmes de sécurité, l'Afrique a les siens mais les deux à des échelles différentes. Parfois, la mondialisation de l'insécurité a contaminé l'Afrique avec la transnationalité des phénomènes tels que la violence, la circulation des armes¹, etc. Le phénomène de coupeurs de route qui sévit à l'Extrême-Nord du Cameroun est convainquant de ce point de vue.

Comme nous l'avons signalé ci haut, la ville de Maroua abrite plusieurs étrangers de nationalités différentes qui vivent dans l'anonymat, et la position frontalière l'expose aux forfaits de certains étrangers qui agissent en terre camerounaise et rentrent chez eux.

La guerre civile au Tchad depuis 1978, en RCA, le gigantisme démographique et économique du Nigeria sont à l'origine de la dissémination dans la partie septentrionale du Cameroun des armes légères avec lesquelles les bandits abattent leur proie « humaine ». Comme témoigne ce reportage : « En février 2001, plus de 300 armes de guerre ont été saisies par les gendarmes dans le cadre d'une campagne de lutte contre les coupeurs de route »². Parmi ces migrés étrangers se trouvent en bonne place, les anciens militaires nés des programmes de démobilisation et de l'incapacité des armées nationales notamment étrangères à subvenir aux besoins de leurs personnels.³ Les propos d'un responsable de la sécurité sont convaincants. Pour lui, les acteurs de la grande criminalité sont de plus en plus des militaires originaires des pays voisins, en activités, retraités ou déserteurs n'hésitant pas à tuer.⁴ Fort de cela, on constate que le

¹ Ibid, p.5

² Jeune Afrique N° 334, P 57.

³ Roitman, J. 2003, « La garnison entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du Lac Tchad », in critique internationale N° 19, p 94

⁴ Entretien avec un responsable de la sécurité, Maroua le 22 décembre 2006.

phénomène de coupeurs de route en nette diminution en zone rurale s'est transposé en milieu urbain, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Ces étrangers, pour se socialiser préfèrent s'installer dans les quartiers chauds, quartiers dans lesquels il y a un fort taux de concentration de la population, quartiers connus à cause des débits de boisson. A titre d'exemple, vient en premier lieu, le quartier « pont vert » reconnu dans la ville pour des cas de nombreuses agressions mortelles. C'est le quartier le plus redouté de la ville avec beaucoup d'étrangers, les boissons locales notamment *bil-bil* et *arki* concurrencent celles gazeuses et fermentées. Ensuite le quartier « *Domayo* », connu pour ses belles de nuits et des bars dancings, le quartier « *Toupouri* » en face de l'hôtel des finances où, des meurtres sont commis chaque fois. Enfin, « *Ouro Tchédé* » et les quartiers situés au flanc des collines. Pour les braqueurs de véhicules, ils viennent toujours en mission commandée et s'installent dans les auberges ou chez des complices nationaux avant de commettre leurs actes criminels.

Beaucoup d'habitants sont complices des bandits soit en les guidant, soit en leur signalant les mouvements des personnes, nous confie un responsable de la police en poste à Maroua. Aujourd'hui, beaucoup d'usagers gardent leurs véhicules à partir de 17 heures, au Commissariat de sécurité de la place et parfois, les bandits menacent d'y entrer vu le nombre important des véhicules surtout ceux recherchés par les voleurs notamment les véhicules 4x4 tout terrain.

Les archives de la Prison Centrale témoignent de la criminalité étrangère à Maroua. L'état nominatif des détenus étrangers laisse apparaître clairement que ces derniers purgent des peines pour des mobiles allant des coactions de meurtre, vol et immigration irrégulière ; détention d'arme et munition ; blessures graves et tentatives d'assassinat ; pillage en bande, détention et port d'arme et assassinat. Tous ces motifs sont des actes commis par des tchadiens dans la ville de Maroua. En effet, sans avoir des statistiques fiables, l'état nominatif des étrangers détenus au 30/09/2006 laisse apparaître que sur un total de 48, on retrouve 41 tchadiens et quelques 07 Nigériens détenus pour faux et usage de faux, trafics des stupéfiants, fausse monnaie, immigration clandestine et escroquerie ; détention illégale d'arme et munitions, blessure grave et tentative d'assassinat.

Le chiffre éloquent des détenus étrangers corrobore avec le point de vue d'un responsable de sécurité qui dit, « En moyenne, nous déferons 10 personnes par semaine, 8, parfois 15 ».¹

¹ Ibid.

Au regard de cela, on constate que l'immigration est un facteur criminogène. Le climat ambiant de l'insécurité à Maroua est entretenu par un acteur étranger ayant des ramifications nationales. La crise sécuritaire généralisée sur l'ensemble de la province et sur les réseaux routiers reliant les préfectures au chef lieu de la province a poussé le pouvoir central camerounais à prendre des mesures en vue du maintien de l'ordre.

Le maintien de l'ordre et la répression du banditisme

La sécurité est la raison d'être de l'état, dans le cadre de ses fonctions régaliennes, l'Etat apparaît comme le principal fournisseur des prestations sécuritaires aux individus.¹ Dans les dernières décennies, l'ensemble du triangle national est caractérisé par une crise sécuritaire : grand banditisme et insécurité urbaine dans les grandes villes comme Yaoundé-Douala, insécurité et criminalité dans le grand septentrion dont le phénomène de coupeurs de route a défrayé la chronique. Aux grands maux, les grands remèdes, la réaction du pouvoir central ne s'est pas fait attendre. Dans un contexte où la recrudescence de l'insécurité est un obstacle aux investisseurs étrangers, dans un contexte où l'état camerounais voudrait préserver son image d'îlot de paix dans un océan trouble, la demande pressante de la population excédée par une criminalité exagérée, le gouvernement a pris des mesures visant à assainir le climat social. Alors, le chef de l'Etat Paul Biya, lors d'une visite à Maroua a marqué sa préoccupation pour la sécurité des métropoles. Dans un discours prononcé le 2 octobre 1997 à Maroua, il déclare « Je m'engage à améliorer la sécurité dans nos villes, à réhabiliter la voirie, les adductions d'eau et les systèmes de fourniture d'électricité, à améliorer la salubrité ».²

Ainsi, des recrutements spéciaux dans le corps de l'armée ont été organisés. La création et l'implantation du BLI (Bataillon Léger d'Intervention) à Maroua Salak, plus tard devenu BIR (Bataillon d'Intervention Rapide) a eu raison des coupeurs de route. Aujourd'hui, les éléments du BIR ont pour mission de restaurer la sécurité sur les réseaux routiers du Nord-Cameroun et les zones à risques. L'action du Groupement Polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie (GPIG) connu également sous le nom « d'anti-gang » n'est qu'une suite de litanie nécrologique. La répression du gouvernement à travers les actions du BLI et du GPIG est proportionnelle aux actes criminels des bandits, parce que ces derniers sont inhumains, n'hésitant pas à vider leurs armes sur leur proie humaine, que personne ne se sentait en sécurité chez soi, la réaction des pouvoirs publics

¹ Chouala, Y. A. 2001, p

² Nga Ndongo, V. 2000, p 14.

a trouvé l'adhésion de la masse populaire. Parlant de cette répression réactive, Saïbou Issa écrit : « une liste impressionnante de personnes et de personnalités impliquées dans le trafic de voitures volées, les embuscades sur la chaussée et autres agression à main armée, en 1998, la ville de Maroua s'est vidée de tous ceux qui ont quelque chose à se reprocher ».¹ Ainsi, les actions conjuguées des brigades Anti-gang laissent apparaître que quelques 700 personnes auraient été exécutées.²

En effet, les actions de grande envergure et musclées déclenchées par les pouvoirs contre les « hors lois et sans foi » ont permis de rétablir la confiance entre l'Etat et la population souffrant des actes de brigandage.

Outre ces actions, on peut également mentionner les opérations de dissuasion menées par les forces de police, parfois il s'agit des opérations mixtes (Police-Gendarmerie). Ces opérations consistent à quadriller sécuritairement la ville à travers des rafles quotidiennes dans les quartiers spontanés et chauds de la ville. Ces rafles font comprendre aux délinquants criminels que la police, les forces de l'ordre malgré les reproches populaires, veillent sur la sécurité des personnes et des biens. Aussi, la multiplication des commissariats d'arrondissement répond à cette préoccupation sécuritaire.

Les populations locales s'organisent aussi en groupe de vigiles sous l'autorité du chef du quartier reconnu par le chef traditionnel lui-même auxiliaire de l'administration. En effet, chaque quartier de Maroua a son comité de vigilance qui dans la tombée de la nuit mène les opérations de sécurité autour du quartier. Tous les suspects sont conduits chez le chef, ce dernier à son tour saisit le commissariat de sécurité ou d'arrondissement.

Toutefois, la lutte contre la criminalité, les acteurs du phénomène élaborent de nouvelles stratégies d'attaque. Les nouvelles formes d'attaques sont les prises d'otage des commerçants et surtout des grands éleveurs de bétails.

Conclusion

En définitive, le climat d'insécurité à Maroua bénéficie de l'apport d'un acteur étranger résultant du phénomène de la migration illégale souvent incontrôlée par les pouvoirs publics, à l'origine de la dissémination des armes à feu dans les agglomérations septentrionales. Cet acteur étranger est en complicité avec certains nationaux qui trouvent leur gain à travers la pratique de la criminalité. La politique répressive, punitive et

¹ Saïbou , I., 2006, P 4.

² Ibid, P5.

préventive contre les bandits dans l'Extrême-Nord, a permis à Maroua de retrouver une accalmie sécuritaire qui n'est pas synonyme d'éradication. En effet, les braqueurs de 4x4, en mission commandée, continuent de rechercher le précieux sésame. Population, force de l'ordre redoublent de vigilance sur ce phénomène récurrent, d'où l'appel de l'administration aux populations de coopérer avec les forces de l'ordre en dénonçant tout suspect.

References

Janet Roitman, J. 2003, « La garnison entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du Lac Tchad », in critique internationale N° 19.

Saïbou, I., 2006, « La répression du grand banditisme au Cameroun : entre pragmatisme et éthique » in la revue électronique internationale publiée par la FLASH (Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines) de l'Université de Bamako.

Saïbou ,I., 2001, « conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du lac Tchad , XVI e -XXe siècles :Dimensions historiques Thèse de Doctorat /Ph. D, Université de Yaoundé I

Chouala, Y. A., 2001, « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise » in Polis/RCSP/CPSR vol. 8, numéro spécial.

Nga Ndong, V. 2000, « Violence, Délinquance et Insécurité à Yaoundé » information générale.

Cahier de l'UCAC , 1998 , Violences Urbaines au Sud du Sahara N°3 Yaoundé , Presse de l'UCAC.

Jeune Afrique économique N° 334, « Cameroun, la cible criminelle ».

Archives de la prison centrale de Maroua.

« Etat nominatif des détenus étrangers dans la prison centrale au 30/09/2006. »